

Iannis Roder intimidé par des étudiants pro-palestiniens Ils entretiennent un antisémitisme au nom du Bien

Le 14 octobre dernier, un groupe d'étudiants de Sciences Po Lyon s'en est pris au professeur d'histoire à coups de tags et de slogans virulents. Tentant de faire annuler la conférence qu'il devait donner. Il réagit auprès de L'Express. Propos recueillis par Amandine Hirou. Publié le 23/10/2025 à 18:00, mis à jour le 24/10/2025 à 09:09



"Roder génocidaire. Sciences Po complice", "Sciences Pistes antisionistes", "Iannis casse-toi. L'IEP n'est pas à toi"...

Le 14 octobre au matin, plusieurs de ces tags recouvriraient les murs de Sciences Po Lyon. Ciblant nommément Iannis Roder, membre du Conseil des sages de la laïcité, expert auprès du Mémorial de la Shoah et directeur de l'Observatoire de l'éducation à la Fondation Jean-Jaurès. Ce dernier devait participer, l'après-midi, à une conférence organisée dans le cadre d'une formation de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) intitulée "Juger sous Vichy".

Malgré la demande d'annulation adressée quelques jours avant par un groupe d'étudiants pro-palestiniens à la présidence de l'école, l'intervention du professeur d'histoire a bien eu lieu devant les membres de l'ENM et seulement quatre étudiants sur les 40 inscrits initialement. Mais, durant sa prise de parole, plusieurs militants ont scandé des slogans relatifs à Gaza, à la Palestine et à la colonisation dans les couloirs de l'école. Et une vingtaine d'entre eux attendait Iannis Roder à la sortie en vue de l'intimider.

Dès le lendemain, la présidente de l'IEP, Hélène Surrel, a réagi dans un communiqué envoyé aux étudiants et à l'équipe pédagogique, évoquant la "dégradation de biens publics", la "perturbation des enseignements dispensés" ou encore la "violence psychologique subie par les personnels empêchant l'envahissement de la salle". "Dans une société pluraliste, les oppositions peuvent être légitimement frontales et particulièrement vives ; les désaccords sur des questions graves doivent pouvoir s'exprimer, écrit-elle. Dans d'autres sociétés, la libre expression est muselée puis rendue impossible au nom d'une 'cause', érigée en impératif catégorique, qui prime toute autre considération et justifie de piétiner l'Etat de droit et les droits fondamentaux. Est-ce cette forme de société à laquelle certains et certaines d'entre vous aspirent ?"

Pour L'Express, Iannis Roder revient sur cette tentative d'intimidation et d'annulation de sa conférence.

L'Express : Que s'est-il exactement passé ce 14 octobre à Sciences Po Lyon ?

Iannis Roder : Je me suis rendu à l'IEP dans le cadre d'une conférence organisée sur le thème "Juger sous Vichy" pour l'Ecole nationale de la magistrature et les étudiants. Mon intervention portait sur une mise en perspective des processus de crimes de masse du XXe siècle. A mon arrivée, on m'a expliqué, à ma surprise, qu'un comité d'accueil propalestinien m'attendait dans les étages. On m'a discrètement fait passer derrière ce groupe de jeunes gens vêtus de keffieh et arborant des drapeaux palestiniens. L'un d'eux avait un mégaphone à la main. L'une de mes collègues, qui se tenait derrière moi, a entendu l'un d'eux dire : "C'est lui, c'est lui !".

La directrice Hélène Surrel était présente et m'a accompagné dans la salle de conférences en m'assurant de sa présence pendant toute la durée de mon intervention. Sans doute pour dissuader d'un éventuel incident. Lorsque j'ai voulu préparer mon diaporama, je me suis rendu compte que tout le matériel et les câbles avaient été volés. J'ai appris par la suite que la salle avait été nettoyée juste avant mon arrivée pour faire disparaître des tracts qui avaient été collés sur les tables. Sur le tableau était écrit : "Iannis casse-toi".

Comment s'est déroulée la conférence ?

Dès que j'ai commencé à parler, les manifestants se sont mis à hurler dans le couloir des slogans que je ne comprenais pas bien. J'ai juste entendu des mots comme "Gaza" ou "colonisation". Compliqué de se concentrer avec tout ça en fond sonore ! Devant moi se tenaient une trentaine de magistrats en formation continue qui avaient bravé les éléments et quatre étudiants sur les quarante qui s'étaient initialement inscrits. A un moment, certains manifestants ont donné de grands coups sur la porte avant que les agents de sécurité n'interviennent. A la fin de mon allocution, on m'a fait sortir par une porte située à l'arrière du bâtiment. Mais à l'extérieur, les gens qui m'attendaient m'ont aperçu et ont commencé à courir vers nous en criant dans leur mégaphone. J'ai tourné au coin de la rue et ça s'est arrêté là.

En amont, des étudiants avaient demandé l'annulation de votre venue à la présidente.

Quelles raisons avançaient-ils ?

Le 13 octobre, Hélène Surrel avait reçu ces étudiants à leur demande. Ils souhaitaient s'entretenir avec elle de ma venue. Dans son communiqué, envoyé après la conférence à tous les élèves et à la communauté enseignante, la directrice revient sur leurs revendications : "Nous demandons que cette conférence soit annulée, dans l'absence de dénonciation claire de Iannis Roder de la politique israélienne à Gaza, du génocide en cours du peuple palestinien et de fait de ses prises de position insoutenables". De quelles prises de position parlent-ils ? Je ne vois pas ce que j'aurais pu dire qui soit "insoutenable" pour une personne sensée. Le fait que je récuse, m'appuyant sur le droit et l'histoire, l'emploi du terme "génocide" dans le cadre de ce conflit, sans pour autant nier l'étendue des drames qui se sont déroulés à Gaza, ferait de moi non seulement leur ennemi mais aussi un complice de soi-disant "génocidaires" voire un "génocidaire", c'est-à-dire l'auteur d'un crime imprescriptible ! Or, que fait-on d'un "génocidaire" ? On le poursuit sans relâche et on le châtie. Cela, ils semblent l'avoir retenu...

Ces confusions et inversions ne sont pas que consternantes, elles sont également dangereuses. Sciences Po, et l'université en général, sont des lieux de savoir où l'on doit être capable d'écouter le point de vue de l'autre, de débattre de manière apaisée et argumentée en s'appuyant sur la science et la connaissance. Là c'est tout le contraire. Ces jeunes gens sont tellement convaincus d'être dans le Juste, le Bien et le Vrai qu'ils osent toutes les outrances. L'emploi du terme "insoutenable" est d'ailleurs assez révélateur.

En quoi est-il révélateur ?

Parce que ce mot "insoutenable" relève du ressenti et de l'intime. Ce que nous disent ces étudiants, ce n'est pas leur indignation face au "crime des crimes" mais leur intolérance à tous ceux qui ne pensent pas comme eux et, littéralement, qu'ils ne peuvent "soutenir" un autre point de vue que le leur. Leurs idées font ainsi partie de leur être le plus profond, comme certains croyants en sont persuadés et se sentent offensés quand on critique leur foi. Celui qui offense ces étudiants en refusant de se rallier à leur dogme, car on est donc ici en présence d'un début de système de croyance, doit être effacé. Cette manière de voir le monde, c'était celle des Gardes rouges chinois ou des affidés de Pol Pot. Elle est évidemment totalement contraire aux idéaux démocratiques et républicains que je défends depuis toujours par mes engagements et mes interventions publiques.

D'ailleurs une collègue m'a raconté que, durant la conférence, elle s'est approchée de la porte pour écouter ce qui se passait derrière. À un agent de sécurité qui lui disait : "pas de violence mademoiselle", une jeune femme a répondu "mais c'est vous qui nous imposez une violence institutionnelle". À l'entendre, le simple fait que j'apparaisse dans son champ de vision serait une offense en soi. L'histoire nous renseigne sur les conséquences auxquelles peut aboutir cette manière de considérer l'autre.

Vous n'êtes pas le seul à avoir récemment subi cette tentative d'"annulation"...

Effectivement, en ce mois d'octobre, Javier Leibiusky, un collègue de l'Institut national des langues et civilisations orientales, est parti en Espagne pour promouvoir son livre consacré aux juifs dans l'Empire ottoman. Donc rien à voir avec le conflit israélo-palestinien actuel. Une librairie de Séville, avant de l'accueillir, lui a demandé de se positionner en lui demandant : "Êtes-vous sioniste ou antisioniste ?" Ce qui sous-entend que les gens identifiés comme juifs seraient tenus de se justifier et dire s'ils se situent du "bon" ou du "mauvais" côté. Il s'agit là, très clairement, d'une forme d'antisémitisme. Un antisémitisme d'atmosphère et vertueux, entretenu par les mêmes jeunes gens qui se sont opposés à ma venue à Sciences Po Lyon. Pris individuellement, aucun d'entre eux ne reconnaîtra qu'il est antisémite. Tous sont persuadés d'être dans le camp du bien et d'agir au nom de l'antiracisme et de l'antifascisme car nous sommes, à leurs yeux, des fascistes, voire, pour ce qui me concerne, un "génocidaire". Cette inversion repose sur une terrifiante corruption du langage qui confine à la post-vérité. Elle dit toute la difficulté à laquelle on se heurte.

Les réponses apportées par les institutions d'enseignement supérieur sont-elles à la hauteur aujourd'hui ?

La présidente de Sciences Po Lyon a eu un comportement exemplaire en faisant preuve de fermeté en amont, en se tenant à mes côtés et en me manifestant tout son soutien durant la conférence. Sur un plan plus général, des actions ont été menées comme les assises de lutte contre l'antisémitisme et la remise d'un rapport à la ministre Aurore Bergé le 28 avril dernier. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, fait aussi preuve de fermeté sur ces questions. Mais je pense que l'affichage politique n'est pas assez suivi d'effets sur le terrain. On a souvent l'impression que, pour éviter d'"envenimer" les choses et par peur de se voir pris personnellement pour cible par cette gauche radicale, des présidents d'universités ou d'écoles se contentent d'appeler au dialogue.

Or en l'absence d'autorité, c'est le sentiment d'impunité qui s'installe. Les outils juridiques existent, utilisons-les afin de tout faire pour que l'université reste un lieu d'échanges, de dialogue et d'expériences démocratiques. Et éviter ce type de radicalisation poussée à l'extrême, jusqu'à vouloir effacer celui qui ne pense pas comme vous. Le sentiment d'impunité ouvre grand les portes à la radicalisation, nous devrions le savoir.